

Candidature à l'élection de nouveaux membres de l'AIDC

Application for the election of new members of the AIDC

Ce formulaire peut être rempli en français ou en anglais
This form can be filled in English or French

Qui propose ce candidat ? / Who proposes this candidate?

Remplir la partie 1 ou la partie 2 / Fill part 1 or part 2

PARTIE 1 / PART I: Si proposé par un membre / If proposed by a member

Nom du membre / Name of the member:

Pre. Nathalie Vézina, Université de Sherbrooke

Statut du membre / Status of the member (indicate with an "X"):

Membre associé / Associate member

Membre titulaire / Titular member

Adresse électronique professionnelle du membre / professional email address :

nathalie.vezina@usherbrooke.ca

PART II : Si proposé par un comité national / If proposed by a national committee

Pays ou juridiction du comité national / Country or jurisdiction of the national committee

Association québécoise de droit comparé, Québec, Canada

Nom d'une personne à contacter au comité national à propos de cette nomination / Name of a contact person to contact regarding this nomination

Pre. Marie-Eve Arbour, présidente

Adresse électronique de cette personne / Email address of that person

marie-eve.arbour@fd.ulaval.ca

Le membre ou le comité qui propose un nouveau candidat doit joindre une lettre d'appui signée.

The member or committee who proposes a new candidate must attach written statement of support of membership with signature.

Adhésion demandée (ajoutez un « X ») / Membership applied for (add an 'X')

X Membre associé / Associate member

Membre titulaire / Titular member

Notez : Un poste de membre titulaire sera de préférence attribué à un membre associé, mais exceptionnellement un collègue senior qui jouit d'une excellente réputation pourrait être élu(e). Mais il est normalement préférable que le candidat au poste de membre titulaire soit déjà membre associé.

Note: A position of titular member will preferably be awarded to an associate member, but exceptionally a senior colleague who enjoys an excellent reputation could be elected. But it is normally preferable that the candidate for the position of full member already be an associate member.

Nom du candidat ou de la candidate (souligner le nom the famille le cas échéant)
/ Name of the Candidate (underline family name if any):

L'hon. Catherine PICHE, juge

Sexe / Gender

Pays ou juridiction de résidence / Country or jurisdiction of Residence

F

Québec, Canada

Institution, faculté, université, etc. / Institution, faculty, university, etc. :

Cour supérieure du Québec

Adresse électronique professionnelle / professional email address :

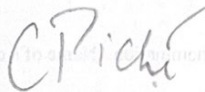
catherine.piche@judex.qc.ca

Engagement du/ de la candidat(e) / Undertaking by the candidate

J'accepte cette nomination et si je suis élu(e), je m'engage à assumer les obligations incombant aux membres de l'Académie, y compris le paiement annuel de ma cotisation.

I accept this nomination and if elected, I undertake to fulfil the obligations incumbent upon the members of the Academy including the payment of the annual fee.

Signature:



Date:

22 août 2024

Pièces jointes / Attachments:

1. Une lettre de soutien à la candidature par le proposeur / A written statement of support of membership by the proposer, a list of publications of the candidate
2. Un curriculum vitae du candidat ou de la candidate / A curriculum vitae of the candidate



Montréal et Québec, le 27 septembre 2024

Académie internationale de droit comparé
28, rue Saint-Guillaume
75007 Paris, France
<https://aidc-iacl.org/>

Objet : Candidature de l'honorable Catherine PICHÉ, j.c.s., comme membre associée de l'Académie internationale de droit comparé

Aux membres du Bureau de l'Académie internationale de droit comparé,

Permettez-moi d'offrir mon soutien à la candidature de l'honorable Catherine PICHÉ, juge à la Cour supérieure du Québec, au titre de membre associée de l'Académie.

La juge PICHÉ a initialement œuvré dans le milieu universitaire en tant que professeure à la Faculté de droit de l'Université de Montréal, où elle a été en poste de 2009 jusqu'à son accession à la magistrature en 2022. Elle y a aussi été vice-doyenne à la recherche et aux affaires internationales.

Avant d'entreprendre sa carrière professorale, la juge PICHÉ a suivi un parcours scolaire impressionnant, obtenant d'abord une licence en droit civil de l'Université d'Ottawa et un baccalauréat en droit dans la tradition de common law (LL.B.) de l'Université Dalhousie, pour ensuite poursuivre des études supérieures au sein d'institutions de renom. Ainsi, elle a décroché une maîtrise (LL.M.) à la New York University School of Law et un doctorat (Ph.D.) en droit à l'Université McGill. Sa thèse de doctorat lui a permis d'approfondir ses recherches sur les mécanismes judiciaires et le droit processuel. Elle a également pratiqué en droit américain, mettant ainsi à profit sa formation bijuridique à titre de membre du Barreau de New York.

Son intérêt pour la gestion des litiges complexes, notamment à travers les actions collectives, a émergé très tôt dans sa carrière. Ses travaux s'intéressent à la dimension comparative de la procédure civile, analysant les pratiques judiciaires en Amérique du Nord, en Europe et ailleurs. Figure particulièrement reconnue pour ses travaux de

recherche empirique sur l'action collective, elle est la fondatrice du Laboratoire sur les actions collectives de l'Université de Montréal. Elle également membre active de l'International Association of Procedural Law.

Elle a fait sa marque comme experte de renommée mondiale en droit civil et en droit judiciaire, plus particulièrement en matière de preuve, d'actions collectives et de règlement des différends, occupant une place importante dans le milieu universitaire et la pratique juridique pour ses contributions à l'étude de la procédure civile et de l'accès à la justice. Elle a su se démarquer par ses recherches novatrices, ses écrits prolifiques et son engagement dans des projets internationaux comme nationaux. Elle a aussi participé à la fondation de l'Institut québécois de réforme du droit, où elle a agi comme directrice scientifique entre 2019 et 2022.

En tant que professeure, elle a été profondément engagée dans l'enseignement et le mentorat. La promotion du droit comparé a toujours fait partie de ses priorités en enseignement, alors qu'elle a notamment créé un séminaire sur l'action collective comparée, lequel était enseigné en collaboration et en simultané avec des universités partenaires européennes. Elle a encadré plusieurs candidats aux cycles supérieurs et dirigé des projets de recherche innovants touchant à la justice civile. Elle était connue pour son approche rigoureuse, dynamique et généreuse, ainsi que pour son souci de former une nouvelle génération de juristes capables de relever les défis contemporains du droit civil, notamment à travers l'apport d'une perspective comparative.

Tout au long de sa carrière, elle a déployé ses activités de recherche en vue de contribuer à l'amélioration de l'efficacité des systèmes judiciaires. Ainsi, elle s'intéresse tout particulièrement à l'introduction des technologies dans les tribunaux. Elle est l'auteur d'ouvrages et de rapports de recherche influents sur l'action collective où elle propose, sur la foi de données empiriques, certaines solutions visant à rendre ces mécanismes plus efficaces. Ses contributions ne se sont pas limitées au cadre théorique, puisqu'elle a collaboré activement à l'élaboration de politiques publiques destinées à mettre en œuvre certaines de ces propositions. Elle a produit de nombreux articles scientifiques, chapitres d'ouvrages ou rapports publiés dans des revues juridiques de premier plan et des ouvrages collectifs diffusés à l'échelle internationale.

La liste des publications et des communications de la juge PICHÉ, intégrée à son *curriculum vitae*, démontre avec éloquence sa contribution exceptionnelle à l'avancement des connaissances dans son domaine de spécialisation, notamment à travers de nombreuses réalisations de nature comparative (congrès de l'Académie internationale de droit comparé et de l'Association internationale de méthodologie juridique, colloque de l'Association québécoise de droit comparé, projets « Comparative Procedural Law and Justice » et « Compendium de procédure civile » du Max Planck Institute, chapitre du *Elgar Encyclopedia of Comparative Law*, etc.).

En tant que membre de la magistrature, au sein du tribunal d'un tribunal de droit commun dont la juridiction porte sur des questions nombreuses et variées, la juge PICHÉ continue d'être une figure influente de la procédure civile et du droit comparé et l'impact de sa pensée s'étend bien au-delà des frontières du Canada. Ses recherches sur les actions collectives et son engagement en faveur de l'accès à la justice en font une référence

incontournable. Innovante et engagée, elle continue de contribuer activement au développement de solutions pour rendre la justice plus équitable et plus efficace.

La somme des réalisations passées et actuelles de Catherine PICHE démontre avec éloquence des connaissances, des compétences et un intérêt remarquables en matière de droit comparé. À titre de membre associée de l'Académie, elle saura contribuer à son rayonnement tant dans le milieu universitaire – avec lequel elle entretient encore des liens solides – qu'au sein de la magistrature. Ceci explique mon appui inconditionnel à sa candidature.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à la présente, je vous prie d'accepter l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Professeure Nathalie VÉZINA
Membre titulaire de l'Académie internationale de droit comparé
Professeure titulaire, Université de Sherbrooke

L'Association québécoise de droit comparé appuie pleinement la candidature de l'honorable Catherine PICHE au titre de membre associée de l'Académie.



Professeure Marie-Eve ARBOUR, présidente
Association québécoise de droit comparé

CATHERINE PICHÉ
Juge puînée, Cour supérieure du Québec
1, rue Notre-Dame est, bur. 17.30, Montréal, QC H2Y1B6
(514) 743-0110 – cpiche88@hotmail.com

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (liste sélective)

COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC, Montréal

7 octobre 2022 - ...

- **Juge puînée, District de Montréal**

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, FACULTÉ DE DROIT, Montréal

1^{er} juin 2009 au 7 octobre 2022

- **Professeure titulaire : enseignement de la procédure et la preuve civiles en droit civil et en common law; droit des actions collectives comparées**
- **Vice-doyenne, recherche et affaires internationales (sept. 2019 – oct. 2022)**
- **Directrice scientifique de l'Institut québécois de réforme du droit et de la justice (2019-2022)**
- **Membre chercheuse du Centre de recherche en droit public**
- **Fondatrice et directrice du Laboratoire sur les actions collectives (U. de M.) (2015 - 2022)**
- Professeure associée à la Faculté de droit de l'Université Laval
- **Professeure invitée** aux universités suivantes : Faculté de droit de **Manheim** (Allemagne). Faculté de droit **Rome Tre**, Rome (Italie) (année 2020-21-report); Faculté de droit de l'Université **Windsor** (Can.) (octobre 2017); Faculté de droit de l'Université de **Grenoble** (France) (mars 2016); **Augsburg Universitat** (Allemagne) (juillet 2010)

UNIVERSITÉ MCGILL, FACULTÉ DE DROIT, Montréal

sept.- déc. 2008

- Auxiliaire à l'enseignement pour le professeur Daniel Jutras; atelier sur les recours collectifs

UNIVERSITÉ D'OTTAWA, FACULTÉ DE DROIT CIVIL, Ottawa

janv. – avril 2007

- Chargée de cours; cours obligatoire de troisième année en droit international privé

COUR FÉDÉRALE DU CANADA, SECTION D'APPEL, Ottawa

1999- 2000

- Auxiliaire juridique pour madame la juge Alice Desjardins et monsieur le juge (en chef) Louis Marceau

FASKEN MARTINEAU, Montréal

2004– 07

OGILVY RENAULT, Montréal

2003 – 04

Avocate en litige civil et commercial

WEIL, GOTSHAL & MANGES, LLP, New York, 2001 – 03

Avocate en litige commercial

FORMATION ACADÉMIQUE

UNIVERSITÉ MCGILL, FACULTÉ DE DROIT, Institut de droit comparé, Montréal

- Doctorat en droit civil (D.C.L.); juin 2011; **thèse en droit comparé** intitulée "Fairness in Class Action Settlements", publiée en 2011 chez Carswell); Fonds de recherche sur la société et la culture (F.Q.R.S.C.) – bourse de doctorat de 60 000\$ (2007-09) et Bourse Tomlinson de l'Université McGill de 60 000 \$ (2007-09); supervisée par le professeur Daniel Jutras

NEW YORK UNIVERSITY SCHOOL OF LAW, New York

- Maîtrise en droit (LL.M.), **droit commercial comparé**; mai 2001;
 - **Sujet: Analyse comparative** des dommages prévus à la *Convention de Vienne sur la vente internationale de marchandises* et dans le *Uniform Commercial Code* américain; publiée dans le *North Carolina Journal of International Law and Commercial Regulation*; supervisée par le professeur Clayton Gillette

UNIVERSITÉ DALHOUSIE, FACULTÉ DE DROIT, Halifax

- Baccalauréat en droit (LL.B.); juin 1999

UNIVERSITÉ D'OTTAWA, FACULTÉ DE DROIT CIVIL, Ottawa

- Licence en droit civil (LL.L.), *magna cum laude*; juin 1997 – classée parmi les 10 meilleur(e)s étudiant(e)s de la promotion 1997 (3^e année : 1/54, 2/116); listée au palmarès du Doyen

ACADÉMIE DE DROIT INTERNATIONAL DE LA HAYE, La Haye, Pays-Bas

Programme d'été en droit international privé; 1999 ; bourse d'étude complète de l'Académie (5 000\$)

UNIVERSITÉ DE VIENNE, Strobl, Autriche; été 1996

Programme d'été en droit européen et en langue allemande – diplôme spécial honorifique

PUBLICATIONS (liste sélective)

LIVRES

1. B. MOORE, C. PICHÉ, et al., *Code civil du Québec – Annotations – Commentaires*, 6^{ème} éd., Montréal : Éditions Yvon Blais, 2023
2. J. WALKER, G. KENNEDY, E. KNUDSEN & C. PICHÉ, *The Civil Litigation Process*, Toronto, Emond Montgomery Publications, 2021 (**perspective comparée** des systèmes juridiques des diverses provinces canadiennes)
3. B. MOORE, C. PICHÉ, et al., *Code civil du Québec – Annotations – Commentaires*, 5^{ème} éd., Montréal : Éditions Yvon Blais, 2021
4. C. PICHÉ, *La preuve civile (- J.C. Royer)*, 6^{ème} éd., Montréal, Éd. Yvon Blais, 2020 (**perspectives de droit comparé européen, américain et canadien** pour alimenter la réflexion et enrichir l'analyse)
5. C. PICHÉ, E. BERNHEIM, J.-F. ROBERGE, M. CACHECO, P. NOREAU, *22 chantiers sur l'accès au droit et à la justice*, Yvon Blais, 2020
6. B. MOORE, C. PICHÉ, et al., *Code civil du Québec – Annotations – Commentaires*, 4^{ème} éd., Montréal : Éditions Yvon Blais, 2020
7. C. PICHÉ, *L'action collective : ses succès et ses défis*, Montréal, Éditions Thémis, 2019, 348 p.
8. B. MOORE, Catherine PICHÉ, et al., *Code civil du Québec – Annotations – Commentaires*, 3^{ème} éd., Montréal : Éditions Yvon Blais, 2019, 2500 p. (Récipiendaire du *Prix de la fondation du Barreau 2019*-Catégorie répertoire et manuel de pratique).
9. C. PICHÉ (ed.), *Class Action Effects/Les effets de l'action collective*, Montréal, Éd. Yvon Blais, 2018 (actes de colloque), 500 p. (recueil de textes provenant d'auteurs canadiens, américains et européens lesquels portent un **regard comparé** sur le droit canadien et québécois des actions collectives)
10. C. PICHÉ & N. VÉZINA (eds.), *L'action collective collectif à la croisée des systèmes et des traditions : actes du colloque du 15 mai 2015 de l'Association québécoise de droit comparé*, Montréal, Éd. Yvon Blais, 2017, 200 p. (la **comparaison des systèmes et des traditions** de droit des actions collectives comme thème commun au colloque et aux textes publiés)
11. C. PICHÉ, *La preuve civile (- J.C. Royer)*, 5^{ème} éd., Montréal, Éd. Yvon Blais, 2016, 1634 p.
12. C. PICHÉ et al. (avec F. Gélinas, M. Khan, C. Camion, S. Anstis and K. Bates), *Foundations of Civil Justice – Toward a Value-Based Framework for Reform*, London, Springer, 2015, 180 p. (**droit de la procédure civile et droit processuel comparés**)
13. C. PICHÉ, *Le règlement à l'amiable de l'action collective*, Montréal, Éd. Yvon Blais, 2014, 282 p. (**comparaison des droits canadiens avec le droit américain** des actions collectives et du règlement de l'action collective)
14. C. PICHÉ, *Droit judiciaire privé*, 2^{ème} édition, Montréal, Éd. Thémis, 2014, 640 p.
15. C. PICHÉ, *Droit judiciaire privé*, Montréal, Éd. Thémis, 2012, 700 p.
16. C. PICHÉ, B. MOORE et M.C. RIGAUD (codir.), *L'avocat dans la Cité: éthique et professionnalisme*, Montréal, Éd. Thémis, 2012, 251 p.
17. C. PICHÉ, *Fairness in Class Action Settlements*, Toronto, Carswell, 2011, 394 p. (**thèse doctorale en droit comparé**) (**comparaison des droits canadiens avec le droit américain** des actions collectives et du règlement de l'action collective)

CHAPITRES DE LIVRES

1. C. PICHÉ, « Introduction to Chapter entitled « Special Subjects/Flexibility in Procedure », Segment 12 du projet Comparative Procedural Law and Justice du Max Planck Institute Luxembourg for Procedural Law, 2024 (sur invitation) (**rapport international comparé de la procédure civile**)
2. C. PICHÉ, « Legal/Extra-judicial Costs », in C. Valcke (ed.), *Elgar Encyclopedia of Comparative Law*, 2023 (**rapport international comparé des systèmes juridiques** régissant les frais et honoraires judiciaires)
3. C. PICHÉ, « Mouvements de réforme des actions collectives : regards croisés sur l'Ontario, l'Europe et leurs approches », dans *Mélanges Claude Masse* (P.-C. Lafond, dir.), Montréal, Éd. Yvon Blais, 2022 (à paraître) (**texte de droit comparé** faisant état des divergences et similarités des systèmes juridiques d'actions collectives et de la réforme européenne en cours)
4. C. PICHÉ, « Livre 7 – De la preuve », dans MOORE, PICHÉ ET AL., *Code civil du Québec – Annotations – Commentaires*, 5^{ème} éd., Montréal : Éditions Yvon Blais, 2022
5. C. PICHÉ, « Transparency and Oversight of Class Actions Funding in Canada », dans *Frontiers in Civil Justice*, Erasmus U. Rotterdam, Edward Elgar Pub., 2022
6. C. PICHÉ, « Regard comparatiste sur les projets européens en matière de recours collectifs », 2021, *Annales du droit luxembourgeois* 255 (**article de droit comparé** en droit des actions collectives)
7. C. PICHÉ (coordonnatrice d'équipe), *Special Subjects (in Procedure)*, Projet du Compendium de procédure civile du Max Planck Institute of Procedural Law (2021 – publié en ligne) (**projet purement comparatif à vision internationale et comparée**, regroupant des membres de 8 pays distincts, faisant état du droit de leur juridiction d'origine et de leur région géographique)
8. C. PICHÉ, « Livre 7 – De la preuve », dans MOORE, PICHÉ ET AL., *Code civil du Québec – Annotations – Commentaires*, 4^{ème} éd., Montréal : Éditions Yvon Blais, 2021
9. C. PICHÉ & J. KALAJDZIC, "Cold Facts from the Great White North: Empirical Truths, Contemporary Challenges and Class Action Reform", dans Brian FIZPATRICK & Randall THOMAS, eds., *The Cambridge Handbook of Class Actions*, ch. 7, Cambridge, Cambridge University Press, 2021 (article corédigé faisant état **de manière comparative** des perspectives canadiennes en droit des actions collectives, particulièrement au Québec et en Ontario)
10. C. PICHÉ, « Livre 7 – De la preuve », dans MOORE, PICHÉ ET AL., *Code civil du Québec – Annotations – Commentaires*, 4^{ème} éd., Montréal : Éditions Yvon Blais, 2020
11. C. PICHÉ, « L'action collective comme moyen compensateur pour le justiciable québécois : le chantier 2 », dans C. PICHÉ, E. BERNHEIM, J.-F. ROBERGE, M. CACHECO, P. NOREAU, 22 chantiers sur l'accès au droit et à la justice, Yvon Blais, 2020
12. C. PICHÉ, « Livre 7 – De la preuve », dans MOORE, PICHÉ ET AL., *Code civil du Québec – Annotations – Commentaires*, 3^{ème} éd., Montréal : Éditions Yvon Blais, 2019, 2049-2112
13. C. PICHÉ, «Evidentiary Standards and Assessment of Evidence Across Legal Systems . General Report », in IIDP y IAPL, *La prueba en el proceso – Evidence in the Process – II Conferencia Internacional & XXVI Jordanas Iberoamericanas de Derecho Procesal*, Barcelona, Spain: Atelier Libros juridicos, 2018, p. 225-250 (**rapport international général – de droit comparé – synthétisant les rapports nationaux** obtenus **provenant de plus de 10 pays**)
14. C. PICHÉ, « Livre 7 – De la preuve », dans B. MOORE (dir.), *Code civil du Québec – Annotations – Commentaires*, 2^{ème} éd., Montréal : Éd. Yvon Blais, 2018, 50 p.
15. C. PICHÉ, « Conclusion », dans P.-C. Lafond (ed.), *Régler autrement les différends*, 2^{ème} éd. (Montréal : LexisNexis, 2018), 15 p.
16. C. PICHÉ, « Settlement », dans *Class Actions in Canada: Cases, Notes and Materials*, 2nd ed. (Janet Walker, dir.), Toronto: Emond Montgomery Publications, 2018, 50 p. (vision de **droit comparé** canadien)
17. C. PICHÉ, "No hay justicia sin acceso a la justicia : Descripción de algunas iniciativas de reforma en derecho procesal canadiense », dans Eduardo Oteiza, coord., *Sendas de la Reforma a la Justicia a Principios del s. XXI – Perspectiva Latinoamericana*, Madrid, Marcial Pons Ed., 2018, 40 p. (**article de droit comparé offrant une comparaison des systèmes** de droit processuel canadien avec ceux de l'Amérique Latine)

18. C. PICHÉ, Livre 7 – De la preuve, dans B. MOORE et al., *Code civil du Québec – Annotations – Commentaires*, Montréal, Éd. Yvon Blais, 2017
19. C. Piché et A. Lespérance, « L'action collective comme outil de prévention, d'évitement et de dissuasion », *Colloque national sur l'action collective - développements récents au Québec, au Canada et aux États-Unis* (2016 : Montréal, Québec), p. 61 à 98.
20. C. PICHÉ et S. CHAFFAÏ-PARENT, « Le rôle de l'expert », Ch. I, dans *Jurisclasseur – Legispratique : L'expertise*, Montréal, LexisNexis, 2016, 50 p.
21. C. PICHÉ, « Conclusion », dans *Régler autrement les différends* (P.-C. Lafond, dir.), Montréal, LexisNexis, 2015, 15 p.
22. C. PICHÉ, « La preuve civile et le nouveau modèle coopératif de justice civile à l'ère de la scientification du droit », dans, *Juriste sans frontière - Mélanges Ejan Mackaay* (S. Rousseau, dir.), Montréal, Éd. Thémis, 2015, 30 p.
23. C. PICHÉ, « La transaction d'action collective », dans *Jurisclasseur Québec, Procédure civile II* (P.-C. Lafond, dir.), Montréal, LexisNexis, 2015, 38 p.
24. C. PICHÉ, « La disposition préliminaire du Nouveau Code de procédure civile », dans *Jurisclasseur Québec, Procédure civile II* (P.-C. Lafond, dir.), Montréal, LexisNexis, 2015, 27 p.
25. C. PICHÉ, « Dimensions contemporaines de la preuve civile québécoise à la croisée des catégories du droit », dans *La preuve: regards croisés*, M. Mekki, L. Cadiet et C. Grimaldi (dir.), Paris, Dalloz, 2015, 20 p. (**article de droit comparé** visant à explorer les mouvements internationaux en droit de la preuve)
26. C. PICHÉ (avec John KLEEFELD), « Settlement », dans *Class Actions in Canada: Cases, Notes and Materials* (Janet Walker, dir.), Toronto: Emond Montgomery Publications, 2013, 48 p.
27. C. PICHÉ, « Representation » (avec les auteurs Kalajdzik, Strosberg et Robins), dans *Class Actions in Canada* (Janet Walker, dir.), Toronto, Emond Montgomery Pub., 2013, 40 p.
28. C. PICHÉ, « Définir l'étendue des tentacules du conflit d'intérêt pour mieux les maîtriser », dans *Les conflits d'intérêts – journées nationales – Tome XVII*, Lyon, Paris, Recueil Dalloz, 2013, 15 p.
29. C. PICHÉ, « Justice Wide Open : Transparency of the Judicial Process in Modern Technological Courtrooms », dans *La transparence, un principe de gouvernance : actes du XIIe Congrès de l'Association internationale de méthodologie juridique* (D. Custos, dir.), Bruxelles, Bruylant, 2014, 23 p. (**article de droit comparé**)
30. C. PICHÉ, « La transaction de recours collectif », dans *Jurisclasseur Québec, Procédure civile II* (P.-C. Lafond, dir.), Montréal, LexisNexis, 2012, 33 p.
31. C. PICHÉ, « Regards sur l'éthique du recours collectif et de son règlement » dans *L'avocat dans la Cité: éthique et professionnalisme* (B. Moore, C. Piché et M.-C. Rigaud, dir.), Montréal, Éd. Thémis, 2012, 49 p.
32. C. PICHÉ, « The Class Action Settlement Actors: Who Protects Whom? », dans *Assessing Justice – Appraising Class Actions Ten Years After Dutton, Hollick & Rumley* (Jasminka Kalajdzic, dir.), Toronto, LexisNexis, 2011 (réimprimé de (2011) 53 *Supreme Court Law Rev.* (2d) 57-96), 39 p. (**comparaison** des systèmes canadiens d'action collective avec les systèmes américains)
33. C. PICHÉ, « L'équité procédurale », dans *Mélanges Claude Masse* (P.-C. Lafond, dir.), Montréal, Éd. Yvon Blais, 2010, 38 p.
34. C. PICHÉ, « L'équité en droit des recours collectifs », dans *Colloque annuel sur les recours collectifs - Actes de la formation juridique permanente* (Association du Barreau Canadien – Div. Québec, dir.), vol. 2, Montréal, Éd. Yvon Blais, 2008, 20 p.
35. C. PICHÉ, "Class Actions against Multiple Defendants in Quebec: The Issues of Legal Interest and Standing to Sue", dans *Litigating Conspiracy* (S.G.A. Pitel, dir.), Toronto, Irwin Law, 2006, 15 p.

ARTICLES (REVUS PAR COMITÉ DE LECTURE)

1. N. AUBIN & C. PICHÉ, « Les paradoxes de l'expertise commune au Québec », (2022) 52 :1 RGD 5
2. C. PICHÉ, « Plus ça change, plus c'est pareil : Quebec's Unique Low Threshold to Authorization Confirmed (Again) in the Supreme Court of Canada », *Supreme Court Law Review* (à paraître en 2022)
3. S. CHAFFAÏ-PARENT et C. PICHÉ, « La primauté de l'efficacité dans l'administration d'une justice en crise : solutions judiciaires en perspective nord-américaine » (2021) 51:1 RGD 161-200 (**article de droit comparé – perspective nord-américaine**)

4. C. PICHÉ, « Andrà tutto bene/ça va bien aller”: Critical Impressions of the Collective Access to Justice Provided in the Model European Rules of Civil Procedure from a Quebec Perspective”, (2020) 10:01 International Journal of Procedural Law 11 (**article de droit comparé**, offrant une perspective critique des projections de régimes d’actions collective européens sous la directive européenne, en contraste avec les régimes nord-américains existants)
5. C. PICHÉ, « Le futur de la preuve : perspective canadienne en temps de pandémie », (2020) 10 :01 International Journal of Procedural Law 187 (**article de droit comparé** offrant un regard canadien sur les tendances internationales en matière de droit de la preuve)
6. C. PICHÉ, “The Class Action Value”, dans Trevor FARROW et Les JACOBS (eds.), *The Justice Crisis: The Cost and Value of Accessing Law*, Vancouver, UBC Press, 2020 (24 p.)
7. C. PICHÉ, “The doors to justice are open, but how do I get in?": Experiencing access to justice as a class action member”, (2019) 8 The Annual Review of Interdisciplinary Justice Research 280-317
8. C. PICHÉ, “The Coming Revolution in Class Action Notices: Reaching the Universe of Claimants through New Technologies and Social Networks”, (2019) 16 Canadian Journal of Law and Technologies 227-276
9. C. PICHÉ, « Tout ce qu’on ne vous a jamais dit sur l’étape d’autorisation dans l’action collective », (2018) 77 Revue du Barreau 525-573
10. C. PICHÉ et H. STEWART, “The Legal Framework for Expert Opinion Evidence”, dans Institut National de la Magistrature – Manuel scientifique à l’intention des juges, 2^{ème} édition, Institut National de la Magistrature, 2018, pp. 17-36 (29 p.) (revu par un comité de pairs)
11. C. PICHÉ, “Class Actions in Quebec: Highlights of a Unique Procedure” (translated by A. Karaiskos) (2018) 40:4 The Doshisha Law Review 295-316 (**publié en japonais à Kyoto, Japon**)
12. C. PICHÉ et G. SAUMIER, “Consumer Collective Redress in Canada”, (2018) 61 Japanese Yearbook of International Law 231-259
13. C. PICHÉ, “Class Action Value”, (2018) 19: 1 Theoretical Inquiries in Law 261-302
14. C. PICHÉ, « Administering Justice and Serving the People: The Tension between Judicial Efficiency and Informal Justice in Canadian Access to Justice Initiatives”, (2018) 10:3 Erasmus Law Rev. 137-150
15. C. PICHÉ, « Le ‘dialogue’ des parties et la vérité plurielle comme nouveau paradigme de la procédure civile québécoise », (2017) 62:3 *McGill LJ* 901-922
16. C. PICHÉ, « Public Financeers as Overseers of Class Proceedings », (2016) 12:3 New York University Journal of Law and Business 779-811
17. C. PICHÉ, « Le recouvrement et l’indemnisation des membres dans l’action collective » (2016) 94 Revue du Barreau Canadien 171-207
18. C. PICHÉ, « Un juge extraordinaire », dans S. Guillemard, ed., *Le Code de procédure civile : quelles nouveautés?*, Les Cahiers de droit (Cowansville : Éd. Yvon Blais, 2016) 226-244
19. C. PICHÉ, « L’action collective à la croisée des systèmes et des traditions » (Avant-propos), (2016) 2 Revue internationale de droit comparé 288-291 (**perspective comparée et comparatiste** de l’action collective)
20. C. PICHÉ, « L’emprise des cinq doigts de Frankenstein : Réflexion en cinq temps sur l’action collective », (2016) 2 Revue internationale de droit comparé 291-317 (**perspective comparée et comparatiste** de l’action collective)
21. C. PICHÉ, « La disposition préliminaire du Code de procédure civile », (2014) 73 Revue du Barreau 135-178
22. C. PICHÉ, « Langues, cultures et droit comparé », *Irish Journal of Legal Studies (Numéro Spécial)* 2013, 21 p. (article de **droit comparé**)
23. C. PICHÉ, « *Lost in Translation* : La comparaison des droits en contexte de diversité linguistique », (2013) 43 *Revue de droit de l’Université de Sherbrooke* 479, 23 p. (**article sur le droit comparé** et la diversité linguistique)
24. C. PICHÉ et H. STEWART, “The Legal Framework for Expert Opinion Evidence”, dans *Institut National de la Magistrature – Manuel scientifique à l’intention des juges*, Institut National de la Magistrature, 2013, 34 p. (revu par un comité de pairs)
25. C. PICHÉ, « Figures, Spaces and Procedural Proportionality », *Revue internationale de droit processuel*, 2012, 30 p. (**regard comparé** sur le principe de proportionnalité)
26. C. PICHÉ, «General Report : Evidence and Provisional Measures in Complex Litigation and Class Actions », dans *Procesos Colectivos – Class Actions* (E. Oteiza, dir.) (I International Conference & XXIII Iberoamerican Procedural Law Convention), IIDP –AADP, Buenos Aires, Argentine, 2012, 65 p.

[Rapporteur général] (**rapport général international** offrant une **synthèse comparée** des rapports nationaux fournis (10 pays))

18. C. PICHÉ, « The Class Action Settlement Actors: Who Protects Whom? », 53 (2d) *Supreme Court Law Review*, 2011, 39 p. [Également publié comme chapitre de livre] (**comparaison des droits canadiens avec le droit américain** des actions collectives et du règlement de l'action collective)
19. C. PICHÉ, « Judging Fairness in Class Action Settlements », *Windsor Yearbook on Access to Justice*, 2010, 40 p. (**comparaison des droits canadiens avec le droit américain** des actions collectives et du règlement de l'action collective)
20. C. PICHÉ, « A Critical Reappraisal of Class Action Settlement Procedure in Search of a New Standard of Fairness », *Revue de droit d'Ottawa*, 2010, 32 p. (**comparaison des droits canadiens avec le droit américain** des actions collectives et du règlement de l'action collective)
27. C. PICHÉ, « La proportionnalité procédurale : une perspective comparative », *Revue de droit de l'Université de Sherbrooke*, 2009-2010, 43 p. (**article de droit procédural comparé**)
28. C. PICHÉ, « The Cultural Analysis of Class Action Law » (2009) 2 *Journal of Civil Law Studies*, 44 p. (**perspective de droit comparé** des systèmes d'action collective en fonction de la culture de la juridiction sous-jacente)
29. C. PICHÉ, « The Power of Class Actions » (2009) 2: 1 *Critical Issues in Justice and Politics*, 10 p.
30. C. PICHÉ, « Class Actions against Multiple Defendants in Quebec: The Issues of Legal Interest and Standing to Sue » (2006) 3 *The Canadian Class Action Review*, 10 p.
31. C. PICHÉ, « Quebec: The Canadian Jurisdiction of Choice for Class Actions? » (2005) 26:5 *Class Action Reports*, 10 p.
32. C. PICHÉ, « The Convention on Contracts for the International Sale of Goods and the Uniform Commercial Code Remedies in Light of Remedial Principles Recognized Under U.S. Law: Are the Remedies of Granting Additional Time to Defaulting Party and of Reduction of Price Fair and Efficient Ones? » (2003) 28:3 *North Carolina Journal of International Law and Commercial Regulation*, 50 p.

ARTICLES, RAPPORTS, MÉMOIRES ET CONSULTATIONS

1. C. PICHÉ, « The Civil Trial by Jury in Canada », Centro de Estudios de Justicia de las Américas, 28 avril 2021 (non publié), 16 p. (article de **droit procédural comparé**)
2. C. PICHÉ, « Class Actions in Quebec: Highlights of a Unique Procedure / Ações Coletivas Em Quebec: Apontamentos Acerca de Um Procedimento Unico », (2021) 22(2) *Revista Eletrônica de Direito Processual* (Rio de Janeiro, Brésil), **publié en ligne en portugais**
3. C. PICHÉ, « La proportionnalité procédurale : regard québécois et comparé », (2021) *Dixièmes Rencontres de procédure civile*, IRJS éditions (article de **droit procédural comparé**)
4. C. PICHÉ et S. CHAFFAI-PARENT, « La justice au temps de la Covid-19 », Rapport présenté au Ministère de la justice du Québec, 15 juin 2020, 66 p. (**comparaison des solutions juridiques apportées à travers le monde** à la crise judiciaire vécue par suite de la pandémie de la Covid-19)
5. C. PICHÉ, *Perspectives de réforme de l'action collective au Québec – Rapport préparé à l'intention du ministère de la justice du Québec, Laboratoire sur les actions collectives*, septembre 2019 – revu significativement en août 2020, 77 p.
6. Dominique LAROCHELLE & Catherine PICHÉ, « Vulnérabilité et accès à la justice au Québec », Journées québécoises de l'association Henri Capitant – Vulnérabilité et accès à la justice, Dalloz, 2020
7. J. KALADJZIC et C. PICHÉ (co-chercheuses) et al., *Class Actions: Objectives, Experience, and Reforms*, Rapport final de la Commission du droit de l'Ontario, 17 juillet 2019 (Rapport final), (en ligne à <https://www.lco-cdo.org/wp-content/uploads/2019/07/LCO-Class-Actions-Report-FINAL-July-17-2019.pdf>), 1-139 (rapport incluant **comparaison des régimes juridiques et des données empiriques** ontariens et québécois, parmi d'autres)
8. C. PICHÉ et V. GAUTRAIS, « Challenges for Civil Justice As We Move Beyond Globalization and Technological Change - Current Situations and Problems regarding New Types of Evidence », rapport national pour le Canada, en vue du congrès international de l'Association internationale de procédure judiciaire, Kobe, Japon, 2-5 novembre 2019, 32 p. (rapport de **droit procédural comparé**)
9. C. PICHÉ, « The Fourth Dimension to Class Actions : Access to a Meaningful Benefit », (2018) 13:2 *Canadian Class Actions Review*, 30 p. (approx.)

10. C. PICHÉ, “National Report for Common Law Canada – Anti-Suit Injunctions in Arbitral and Judicial Procedures”, XXth Congress of the International Academy of Comparative Law, Fukuoka, Japan, July 23 2018, 29 p. (rapport de **droit procédural comparé**)
11. J. KALADJIC & C. PICHÉ (co-chercheuses) et al., *Class Actions: Objectives, Experience, and Reforms*, Rapport de la Commission de droit de l'Ontario, 9 mars 2018 (rapport de consultation), (en ligne à <https://www.lco-cdo.org/wp-content/uploads/2018/03/Class-Action-Consultation-Paper-FINAL1.pdf>.) (rapport incluant **comparaison des régimes juridiques et des données empiriques** ontariens et québécois, parmi d'autres)
12. C. PICHÉ et P. NOREAU, *Civil Justice Reform in Quebec and Canada*, Rapport de consultation pour le Justice Studies Center of the Americas, financé par l'Agence des affaires globales du Canada (Décembre 2017), 120 p. (sur commande spéciale) (**comparaison des systèmes de justice des diverses provinces** du Canada)
13. Rapport national, *Les modèles de réforme de la justice civile canadienne*, Association Internationale de droit processuel, en vue du Congrès mondial de procédure civile tenu à Istanbul du 25 au 28 Mai 2015, sur le thème : "Effective Judicial Relief and Remedies in an Age of Austerity", 50 p. (rapport de **droit procédural comparé**)
14. Rapport général, « Evidence and Provisional Measures in Complex Litigation and Class Actions », dans *Procesos Colectivos – Class Actions* (E. Oteiza, dir.) (I International Conference & XXIII Iberoamerican Procedural Law Convention), IIDP – AADP, Buenos Aires, Argentine, 2012, 65 p. (**rapport général international** offrant une **synthèse comparée** des rapports nationaux fournis (10 pays))
15. Co-publication avec les membres de l'Observatoire du droit à la justice, Mémoire commentant en détail les amendements suggérés à *l'Avant-projet de réforme du Code de procédure civile*; présenté le 31 janvier 2012 à la Commission des institutions de l'Assemblée nationale de Québec, 40 p.
16. Consultation pour le Ministre fédéral de la justice sur la mise en œuvre de la *Convention de 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants* (questions de droit de la famille, droit de la protection des enfants, droit international privé, droit des successions, droit des fiducies et droit judiciaire) le 7 septembre 2007 (rapport de **droit comparé**)

CONFÉRENCES, FORMATIONS ET CONSULTATIONS (liste sélective)

FORMATION DE JUGES

1. « Nouveaux éléments fondamentaux des actions collectives », Séminaire sur les actions collectives, Halifax, 4 juin 2024 (sur invitation) (**droit comparé de l'action collective au Canada**)
2. « L'expertise commune au Québec », Colloque en français de l'Institut National de la magistrature « Justice en mouvement », 1-2 mai 2024 (sur invitation)
3. « Class Action Effectiveness », 1st Int.l Congress – New Trends of Procedural Law, organisé par la *Court of Appeals of the State of Amazonas*, Manaus, Brésil, 20 septembre 2022 (sur invitation) (**droit comparé**)
4. Conférence de clôture, « De quoi sera faite la procédure de demain? », Institut National de la Magistrature, Colloque de formation : Une justice en mouvement, Québec, 15 septembre 2022 (sur invitation) (**droit comparé**)
5. « Class Actions Statistics in the Federal Court of Canada », Rules Committee, Cour fédérale du Canada, 17 juin 2022 (sur invitation) (sur Zoom) (**droit comparé**)
6. « La réforme des recours collectifs en Ontario – Leçons à tirer », Cour supérieure du Québec, Montréal, septembre 2019 (sur invitation) (**droit comparé**)
7. *Class Actions Reform in Canada*, Appellate Courts Seminar, Institut national de la magistrature, Winnipeg, Manitoba, septembre 2019 (sur invitation) (**droit comparé**)
8. « Questions de preuve dans l'action collective », Institut national de la magistrature, Colloque sur l'action collective, Montréal, mars 2019 (sur invitation)
9. « Class Action Twilight: Delays, Money, and Tech. Notices in Class Actions », Institut national de la magistrature, Conférence annuelle sur l'action collective, St-John's Newfoundland, Mai 2018 (sur invitation) (**droit comparé**)

10. « Actions collectives au Québec (1996-2016) : Statistiques sur les délais, les coûts et ce que reçoivent les membres », Cour supérieure, Montréal, décembre 2017 (sur invitation)
11. « L'équilibre fragile entre la recherche de la vérité et la maîtrise du dossier par les parties », Cour supérieure, Montréal, février 2017 (sur invitation)
12. « Le financement de l'action collective », Cour supérieure, Montréal, septembre 2016 (sur invitation)
13. « What can class actions teach us about "regular" civil litigation? The Interaction between Class Proceedings and Substantive Law "»?, Institut National de la Magistrature, Conférence annuelle des juges des cours supérieures, Vancouver, mai, 2016 (sur invitation)
14. « Class Actions Effectiveness: Which Cases Just Are « Not Worth It »?, Institut National de la Magistrature, Conférence annuelle des juges des cours supérieures, Vancouver, mai 2016 (sur invitation) (**droit comparé**)
15. « Civil Procedural Justice Reform in Quebec/Réforme de la justice civile procédurale au Québec », Institut National de la Magistrature, Conférence des juges des cours d'appel, Toronto, janvier 2016 (sur invitation)
16. « Le rôle du juge au recouvrement de recours collectif », Cour supérieure – Division sur les recours collectifs, Montréal, octobre 2015 (sur invitation)
17. « Class Action Reform in Quebec », Class Action Seminar for Judges, National Judicial Institute, Toronto, avril 2014 (sur invitation)
18. « Class Action Ethics Discussion Seminar », Class Action Seminar for Judges, National Judicial Institute, Toronto, avril 2014 (sur invitation)
19. « Le principe de proportionnalité procédurale », formation des juges de la Cour fédérale du Canada, Section Appel, Institut National de la Magistrature, Québec, septembre 2012 (sur invitation) (**droit comparé**)
20. « Ginger Beer, Decomposed Snails and the Modern Negligence Class Action », Atelier sur les recours collectifs à l'intention des juges, Institut national de la magistrature, Toronto, avril 2011 (sur invitation)

CONFÉRENCES

1. « Introduction aux actions collectives: enjeux et défis », Comité sur les actions collectives de l'Université de Montréal, Montréal, 27 septembre 2022
2. "Realities and Politics of Collective Litigation: The Importance of Being Empirical", 4th International Class Action Conference, Amsterdam, Pays-Bas, 30 juin 2022 (**droit comparé**)
3. "Regard Nord-Américain sur les actions collectives en Europe », Université Paris-Saclay, Paris, 20 mai 2022 (**droit comparé**)
4. « Ça va bien aller : regard sur la class action européenne », Comité sur les actions collectives, Association du Barreau canadien, 26 mai 2021 (sur Zoom) (**droit comparé**)
5. "What the Future Holds for Canadian Courts after Covid-19: from Online Replicas of Traditional Processes to Innovative Online Access to Justice", Courts Coping with Covid International Conference, Leiden Law School, 23 avril 2021 (sur Zoom) (**droit comparé**)
6. « Justice + COVID : Comment le système judiciaire s'adapte en temps de crise sanitaire », (avec Shana Shaffai-Parent), Fondation du Barreau du Québec, 16 mars 2021 (sur Zoom) (**droit comparé**)
7. Présentation d'un segment de recherche sur les procédures particulières, Civil Procedure Law Compendium Project, Max Planck Institute for Procedural Law, 26 mars 2021 (sur Zoom) (**droit comparé**)
8. « Evidence in the Time of a Pandemic", China Academy of Social Sciences & CRDP Conference: Modern Times and Digital Regulation, Jan. 21, 2021 (sur Zoom) (**droit comparé**)
9. "Litigation Financing in Class Actions", Frontiers in Civil Justice Conference, Erasmus School of Law , Rotterdam, 16 and 17 November 2020 (sur Zoom) (**droit comparé**)
10. « La proportionnalité procédurale : regard comparé » , Dixièmes rencontres de procédure civile: vers un renouvellement des catégories en procédure civile ?, Paris, Cour de cassation (sur Zoom), 4 décembre 2020 (**droit comparé**)
11. « Justice and Covid – Introductory Comments", Conférence internationale sur Zoom (représentants de 18 pays présents) intitulée « Justice in Times of Covid », 15 mai 2020 (**droit comparé**)
12. « Highlights of Canadian Class Actions", Faculté de droit de l'Université de Sao Paulo, Brésil, 18 février 2020 (**droit comparé**)

13. "Impacts au Québec de la réforme des recours collectifs en Ontario », Association du Barreau Canadien – Division des actions collectives, Montréal, 11 février 2020 (**droit comparé**)
14. "Civil Procedure and Justice in Quebec", Tsukuba Law School, Tokyo, Japon, 9 novembre 2019
15. "Consumer Collective Redress in Canada", Osaka University, Faculty of Law, 7 novembre 2019 (**droit comparé**)
16. "The Rise of Multijurisdictional Class Actions in Canada Following Globalization Trends", XVI World Congress on Procedural Law, International Association of Procedural Law, Kobe, Japon, 5 novembre 2019 (**droit comparé**)
17. "Cold Facts from the Great White North : Empirical Truths, Contemporary Challenges and Class Action Reform", avec Prof. Jasminka Kalajdzic, International Class Actions Conference, Vanderbilt University, Nashville, Tennessee, 23-24 août 2019 (**droit comparé**)
18. « Le groupe comme communauté fantôme dans l'action collective », Colloque organisé par le DANTE et le GRDP, intitulé « les communautés et les pratiques communautaires », Musée du Quai Branly, Paris, 11 juin 2019
19. « What Empirical Data Teaches us about the Challenges and Future of Class Actions : Overview of Successes and Challenges over 25 Years in Canada », Fourteenth PPJ Course and Conference (2019) – "Class Actions: The Holy Grail for (European) Civil Procedure?", University Centre Dubrovnik, Dubrovnik, Croatie, 29 mai 2019 (**droit comparé**)
20. « Juges + justice plurielle », CRDP, Montréal, 10 mai 2019
21. "Remarques relatives à l'arrêt d'action collective sur le Tabac", Laboratoire sur les actions collectives, Montréal, 30 avril 2019
22. « The Promising Future of Privacy Class Actions in Quebec », Center for Intellectual Property Law, CEIM, Montréal, 29 mars 2019
23. « Class Actions in Canada : Highlights, Truths and Challenges », Section du contentieux des affaires civiles, secteur national du contentieux, Département de Justice Canada, Toronto, 24 janvier 2019 (**droit comparé**)
24. « Class Actions in Canada: Highlights and Challenges", Conférence présentée à un groupe de 14 sous-ministres du Gouvernement fédéral, Ottawa, 22 novembre 2018 (**droit comparé**)
25. « L'action collective... regard empirique sur son effectivité », Fondation Claude Masse, Faculté de droit, Université de Montréal, 21 novembre 2018 (**droit comparé**)
26. « Réformes de la justice civile au Québec et au Canada », conférence présentée lors du colloque « Un nouveau modèle à la réforme de la justice civile », Justice Studies Center of the Americas (JSCA), 14 novembre 2018, Panama City, Panama (présentation donnée par Prof. Pierre Noreau) (**droit comparé**)
27. «Evidentiary Standards and Assessment of Evidence Across Legal Systems – Rapport General », La prueba en el proceso – Evidence in the Process – II Conferencia Internacional & XXVI Jornadas Iberoamericanas de Derecho Procesal, Salamanca, Espagne, 18 octobre 2018 (**droit comparé**)
28. "Class Actions in Quebec", présentation à la Chambre de commerce sino-canadienne, Montréal, 12 septembre 2018
29. "National Report for Common Law Canada – Anti-Suit Injunctions in Arbitral and Judicial Procedures", XXth Congress of the International Academy of Comparative Law, Fukuoka, Japon, 23 juillet 2018 (**droit comparé**)
30. « Costs of Justice in Class Actions », Law & Society Association, Toronto, 8 juin 2018
31. Intervention, "L'accès à la justice des personnes vulnérables ", Association Henri-Capitant, Ottawa, 1er juin 2018
32. « Les voies de justice du consommateur », « La justice par les tribunaux », Montréal, Fondation Claude Masse, 9 novembre 2017, Modératrice
33. Introduction au Colloque « L'effet de l'action collective : de l'imagination du législateur aux usages et pratiques d'aujourd'hui », Faculté de droit, Université de Montréal, organisé par le Laboratoire sur les actions collectives et le Center on Civil Justice (NYU), 19 mai 2017 (**droit comparé**)
34. « Class Action Financing », Osgoode Class Actions Conference ,Toronto, 6 avril 2017 (sur invitation)
35. « Les avis aux membres via les nouvelles technologies et les médias sociaux », Colloque du Barreau du Québec, Montréal, 23 mars 2017 (15 mins) (sur invitation)
36. «Justice approximative, recouvrement collectif et financement des actions collectives : le législateur québécois va-t-il trop loin? », 4^{ème} Académie de l'IDEP: "De l'inaction aux actions de groupe: nouveaux

- enjeux", Maison du Barreau, Paris, 27 janvier 2017 (30 mins) (sur invitation de la prof. Maria José Azar-Baud)
37. « Measuring the Value of Class Actions », Fifty Years of Class Actions — A Global Perspective, Tel-Aviv University, The Cegla Center for Interdisciplinary Research of the Law, Tel-Aviv, Israel, 4-5 janvier 2017 (30 mins) (sur invitation des professeurs Alon Klement et Samuel Issacharoff) (**droit comparé**)
 38. Modératrice, Conférence Groupe RéForma, modes privés et personnes vulnérables, Faculté de droit de l'U. de Montréal, 11 novembre 2016
 39. « Commentaire sur le dossier d'action collective Copibec », Conférence organisée par ALAI Canada, Montréal, 13 octobre 2016 (30 mins)
 40. « Measuring the Value of Class Actions », Congrès annuel de l'Institut canadien d'administration de la justice, Thème : Justice civile et économie, Ottawa, 6 octobre 2016 (30 mins.)
 41. « Ethical Dilemmas & Class Actions Claims Distribution Practices », International legal Ethics Conference, New York City, Fordham Law School, 16 juillet 2016 (30 mins)
 42. « Les méthodes interdisciplinaires et empiriques en droit », Grenoble, France, Faculté de droit, 23 mars 2016 (sur invitation) (2hres)
 43. « La Class Action dans une vision comparative », Grenoble, France, Faculté de droit, 21 mars 2016 (sur invitation) (2hres) (**droit comparé**)
 44. « Un juge extraordinaire » (rôle, pouvoirs et sanctions du juge québécois sous le Nouveau Code de procédure civile), Université Laval, Faculté de droit, Québec, 18 mars 2016 (sur invitation)
 45. « La dissuasion dans l'action collective », Colloque annuel sur les actions collectives, Barreau du Québec, Montréal, 10 mars 2016 (sur invitation)
 46. « Public Funders as Overseers of Class Actions », Litigation Finance Conference, New York University, 20 novembre 2015 (**droit comparé**)
 47. « Les recours civils individuels et collectifs dans le secteur financier », Forum sur l'application des lois dans le domaine financier, Club St-James, Montréal, 15 septembre 2015
 48. « Les recours collectifs au Canada », Conférence annuelle des avocats de langue française de l'Ontario, Lafayette, Louisiane, 26 juin 2015 (**droit comparé**)
 49. « Canada's Bijuralism and the Judge's Art and Duty of Sharing Values and Traditions », World Society of Mixed Jurisdiction Scholars, Faculté de droit, Université McGill, 25 juin 2015 (**droit comparé**)
 50. « Enjeux et réalités du recours collectif – conférence d'ouverture », « Le recours collectif à la croisée des systèmes et des traditions : « Monstre de Frankenstein » ou modèle rêvé de procédure collective? », Association québécoise de droit comparé et Laboratoire sur les actions collectives, Cour d'appel du Québec, Montréal, 15 mai 2015 [Conférencière d'ouverture et organisatrice principale]
 51. « Le financement de l'action collective », Université Laval, Québec, 7 mai 2015
 52. « Administration judiciaire de la preuve et développement durable », Colloque preuve et développement durable, Centre de recherche en droit public, 26 mars 2015
 53. « Comprendre et interpréter le Nouveau Code de procédure civile », Webinaire Yvon Blais, 19 février 2015
 54. « L'obligation de considération dans le Nouveau Code de procédure civile – perspectives comparatives », Groupe Réforma, Université de Montréal, 17 février 2015
 55. « The Mixed Jurisdiction Judge and the Art (And Duty) of Sharing Values and Traditions », Center for Dispute Resolution, Faculty of Law, University of Missouri, Columbia, Missouri, octobre 2014 (**droit comparé**)
 56. « Les points marquants du Nouveau Code de procédure civile », section de droit privé, Université de Montréal, 12 septembre 2014
 57. « Les points marquants du Nouveau Code de procédure civile », Chambre italo-canadienne des juristes, Montréal, 10 mai 2014
 58. « Preuve + Efficacité », Colloque sur le droit de la preuve : entre injustice et désordre, CRDP, Montréal, Faculté de droit, 27 mars 2014
 59. « La preuve civile québécoise à la croisée des catégories du droit », à l'occasion du Colloque de la Grand'Chambre de la Cour de cassation, « La preuve : regards croisés », 29 novembre 2013 (**droit comparé**)
 60. « Comment réformer le processus judiciaire pour favoriser le sentiment de justice? » cycle de conférences sur le processus, *Centre de recherche en droit public*, Université de Montréal (avec Prof. Jean-François Roberge), 30 janvier 2013

61. « Les conflits d'intérêts en questions », Entretiens Jacques Cartier 2012, *Association Henri-Capitant*, Lyon, France, 20 novembre 2012
62. « Justice Wide Open : Transparency of the Judicial Process in Modern Technological Courtrooms ». Allocution lue par la Prof. France Houle, XII^{ème} Congrès de l'Association internationale de méthodologie juridique, 1-2 novembre 2012
63. « La réforme du Code de procédure civile : étude des impacts sur la profession d'avocat », Clinique Juripop, Université McGill, Faculté de droit, 4 mai 2012
64. « L'efficacité des renonciations aux recours collectifs », Association du Barreau Canadien – Division droit international, Montréal, 19 avril 2012
65. « The Impact of Language on Comparative Law », 4^{ème} congrès de la *Irish Society of Comparative Law*, University College Cork, Cork, Irlande, 3 mars 2012 (**droit comparé**)
66. « Le projet de nouveau Code : prêts pour un changement de culture ? », premier colloque du *Groupe RéForma*, Université de Montréal, 23 février 2012
67. « Fiduciary Judge, juge protecteur ou juge ombudsman : Impact de la diversité linguistique sur le droit comparé et son développement », Congrès du 50^{ème} anniversaire de l'Association québécoise de droit comparé, Sherbrooke, 28 octobre 2011 (**droit comparé**)
68. « Figures, Spaces and Procedural Proportionality », Congrès mondial de l'Association Internationale de droit processuel (IAPL), Heidelberg, Allemagne, 28 juillet 2011
69. « L'avocat dans la Cité : Éthique et professionnalisme », Association du Barreau Canadien, « En quoi le règlement de recours collectif change-t-il la donne? », Montréal, 6 avril 2011
70. «The Judge as Inquisitor and Fiduciary», *Class Actions and Access to Justice*, Windsor Faculty of Law, Windsor, Ontario, 28-29 mars 2011 (**droit comparé**)
71. Conférencière de clôture : Colloque, Les suites à donner à la Commission Bastarache, Université de Montréal, 23 février 2011
72. «Fairness in Class Action Settlements», Annual Symposium on Class Actions, Osgoode Hall Law School, Professional Development Center, Toronto, 29 avril 2010 (**droit comparé**)
73. « La proportionnalité en droit civil et en common law », Colloque annuel de l'Association québécoise de droit comparé, Cour d'appel du Québec, Montréal, 19 mars 2010 (**droit comparé**)
74. « Les transactions en matière de recours collectifs », Cycle de conférences « Nouveaux chercheurs », Chaire Jean-Louis Baudouin, Université de Montréal, Montréal, Québec, 19 novembre 2009
75. « L'équité procédurale », conférence Claude Masse sur l'Équité en droit de la consommation, Montréal, Québec, 12 novembre 2009
76. «A Transsystemic Approach to Recognition and Enforcement of Judgments Approving Cross-Border Class Action Settlements», Conférence annuelle du *New York University Journal of Private International Law*, New York, NY, 17 avril 2009 (**droit comparé**)
77. «Fairness in North American Class Action Settlements », *Annual Tomlinson Talks*, Université McGill, Montréal, 24 mars 2009 (**droit comparé**)
78. «The Cultural Analysis of Class Action Law », 18th Annual Symposium on Conflict Resolution, The Centre for Conflict Education and Research, The Department of Law, Carleton University, Ottawa, Ontario, 6 février 2009 (**droit comparé**)
79. «Class Actions and the Public /Private Dichotomy», donnée à la conférence annuelle de l'Association canadienne Droit et Société (*Law and Society Association; Canadian Law and Society Association*), Montréal, Québec, 29-30 mai 2008 (**droit comparé**)
80. « L'équité en droit des recours collectifs », donnée au colloque annuel sur les recours collectifs de l'Association du Barreau canadien – division Québec, Montréal, Québec, 8 mai 2008 (**droit comparé**)
81. « What is Fair in Class Action Settlements? », donnée à la première conférence annuelle des études supérieures de McGill (First Annual McGill Graduate Legal Studies Conference), 7 et 8 mars 2008 (**droit comparé**)

SUBVENTIONS DE RECHERCHE 2009-2020

1. Subvention personnelle de 10 000\$ pour un projet sur la preuve civile comme droit en mutation, Fondation du Barreau du Québec (années 2018-20)
2. Subvention personnelle de 10 000\$ pour un projet sur la preuve civile comme droit en mutation, Fondation pour la recherche juridique (années 2018-20)

3. Grand mandat de recherche sur l'action collective, Ministère de la justice du Québec (115 000\$ sur 2 ans, années 2018-2020)
4. Subvention d'équipe de recherche – en partenariat – du Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH - Subvention Savoir) pour le projet intitulé « Accès au droit, accès à la justice » (ADAJ) », 2016-2022 (2 499 871 \$)
5. Subvention de 34 000\$/3 ans du Fonds québécois sur la société et la culture – nouveaux chercheurs – projet sur la compensation des membres dans l'action collective (3 ans; années 2015-2018)
6. Subvention de 15 000\$ de la Fondation Claude Masse; Le recours collectif comme moyen compensateur pour le justiciable québécois (3 ans; années 2015-2018)
7. Subvention de 4 500\$ CRSH-U. de M. pour travailler sur un projet sur la compensation des membres en recours collectifs (année 2014-15)
8. Subvention de 15 000\$ de la Fondation du Barreau du Québec pour compléter la rédaction de la 6^{ème} édition du Royer, La preuve civile chez Éditions Yvon Blais (année 2014-15)
9. Subvention de 20 000\$ de la Fondation du Barreau du Québec pour compléter la rédaction de la 6^{ème} édition du Royer, La preuve civile chez Éditions Yvon Blais (année 2013-14)
10. Subvention de 2,5 millions de dollars; Grands travaux de recherche concertés du CRSH: Le laboratoire sur la cyberjustice, membre de l'équipe de recherche

CONTRIBUTION AU FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUTION

- **Vice-doyenne, recherche et relations internationales** (depuis septembre 2019)
- Membre du Conseil de la Faculté (depuis septembre 2019)
- **Directrice scientifique de l'Institut québécois de réforme du droit** (depuis septembre 2019)
- **Directrice et fondatrice du Laboratoire sur les actions collectives / Class Actions Lab, Fac. de droit, U. de M.** (active; depuis le 15 mai 2015)
- Membre du Conseil d'accompagnement de retour à la recherche (conseil institutionnel), Université de Montréal (depuis avril 2020)
- Membre du Comité de sélection du (de la) prochain(e) doyen(ne) (mai-juillet 2019)
- Membre du Comité de nomination et de promotion de la Faculté de droit de l'Université de Montréal (active; 2014-2016 et 2017-...)
- Membre du Conseil exécutif de l'Institut québécois de réforme du droit et de la justice (2018-20)
- Membre du Conseil scientifique du projet ADAJ (Accès au droit et Accès à la justice) (active; depuis mai 2016)
- Membre du Jury de présélection institutionnel pour les bourses doctorales du CRSH (U. de M.) (2014-15)
- Directrice de chantier, projet ADAJ, la compensation par l'action collective
- Directrice de chantier, projet ADAJ, l'expertise
- **Membre régulier du Comité sur l'éthique du Conseil de l'Université, Université de Montréal** (mandat de 3 ans) (sept. 2016 – sept. 2017)
- Membre *ad hoc* du Comité sur la recherche dans la carrière professorale en droit (Fac. de droit, U. de M.) (active; depuis mars 2017)
- Membre du Conseil d'administration de l'Observatoire du droit à la justice (active)
- Membre du Comité sur le programme de Common Law Nord-Américaine (U. de Montréal) (active; depuis 2014)
- Membre du Comité sur les usages pédagogiques du Laboratoire sur la cyberjustice (U. de Montréal) (active; depuis 2013)
- Membre du Groupe RéForma (sur les modes alternatifs de résolution des conflits) (U. de Montréal) (2014-2018)
- Membre des associations suivantes : Association internationale de droit processuel (IAPL); Association Henri-Capitant; Association des professeurs de droit du Québec; Chaire Jean-Louis Baudouin

RAYONNEMENT AUTRE

- Membre désignée comme représentante de la Cour supérieure du Québec; Comité sur la technologie du Conseil canadien de la magistrature (depuis septembre 2023)
- Membre désignée comme représentante de la Cour supérieure du Québec; Comité du Barreau du Québec sur les technologies (depuis septembre 2023)
- **Membre académique du Comité sur des règles, Cour fédérale du Canada (sur invitation)** (depuis septembre 2021)
- ***Coordonnatrice du Segment 13 du prestigieux projet de Compendium de procédure civile comparée intitulé « Comparative Procedure and Civil Justice »**, organisé par l'Institut Max-Planck, et regroupant plus de 150 processualistes provenant du monde entier. Le projet se déroulera sur une période de 3 ans et est financé par le Luxembourg National Research Fund
- **Membre invitée du Comité de travail juridique portant sur l'application de la Loi sur le cadre juridique des technologies de l'information (LCCJTI) (Québec), Ministère de la justice du Québec** (février à juin 2021)
- **Ordre du mérite 2020 de l'Université d'Ottawa, Faculté de droit civil**
- **Membre élue du Conseil d'administration de l'Association internationale de droit processuel (depuis novembre 2019)**
- **Councillor, International Association of Evidence Science** (depuis juillet 2018)
- **Conseillère éditoriale, Jurisclasseur – procédure civile – LexisNexis** (depuis 2016)
- Membre du comité de traduction, Association internationale de droit processuel
- Membre, International Association of Procedural Law website working group (www.iapl.org)
- Membre, International Association of Procedural Law, Project on translation of procedural terms
- Membre du conseil éditorial international, revue juridique Quaestio Facti (depuis 2018)
- Membre élue du conseil d'administration de l'Association des parents du Collège Jean-de-Brébeuf (2018-19, 2019-20, 2020-21, 2021-22)
- Membre élue du conseil pédagogique du Collège Jean-de-Brébeuf (2019-20, 2020-21 et 2021-22)
- Membre du Club de Voile de Mont-Tremblant